

Nouvelles locales du mercredi 29 octobre 2014

@rib News, 29/10/2014 - Le ministre de l'Intérieur a démenti le contenu d'un rapport du BNUB qui accuse les jeunes affiliés aux partis politiques et plus particulièrement aux Imbonerakure d'être l'une des causes de l'instabilité dans le pays. Selon Edouard Nduwimana, sur les 47 chefs d'accusation formulés contre ces jeunes du parti au pouvoir, seuls 3 sont fondés puisque les autres ont pour origine les conflits fonciers, les règlements de compte, les viols et autres conflits de diverses natures qui ne peuvent pas être imputés au domaine politique.

Il déplore par ailleurs les messages de subversion qui sont diffusés par certaines personnes qui se considèrent comme des prédicateurs. Il déplore également le fait que certains politiciens préfèrent la guerre médiatique au lieu de se rendre sur terrain afin de conquérir l'électorat. Il a pourtant apprécié le fait que des rapports comme celui-ci aient été partagés avec les autorités burundaises au lieu d'être envoyés directement et exclusivement aux Nations Unies.

[rtnb/rtr/bonesha/rpa/isanganiro] - Alors qu'un nouveau corps sans vie a été découvert ce mercredi flottant sur le lac Rweru dans la province Muyinga, il s'agissait d'un enterrement cet après-midi des deux corps (celui découvert ce mardi et celui qui a été découvert aujourd'hui), mais cette activité n'a pas eu lieu alors même que les tombes avaient été creusées à côté des 4 autres corps inhumés au mois de septembre dernier. La raison n'a pas été communiquée officiellement, mais les autorités qui s'y étaient rendues ont fait savoir que les ordres de ne pas accomplir cette activité viennent d'en haut. L'officier de la police judiciaire à Muyinga est rendu sur place et a constaté que le corps qui avait disparu ce mardi a disparu alors que l'autre corps disparu ce mercredi était celui d'un jeune de 16 ans qui aurait probablement été poignardé.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] - La population de la colline Kirambi de la commune Rusaka dans la province Mwaro vit dans une peur panique depuis quelques jours. En effet, les habitants de cette colline font savoir qu'un groupe de personnes armées de machettes, gourdins, pierres et munies de lampes torches volent dans les ménages. Ils annoncent que les autorités administratives n'ont pas voulu prendre cette question au sérieux chaque fois qu'elles sont sollicitées par la population. Ils ajoutent même qu'un des bandits qui avait été relâché par la suite se vante qu'il va se faire justice contre ceux qui l'avaient livré. Le chef de cette colline admet que la situation n'est pas du tout bonne et ajoute que la population est appelée à faire des rondes nocturnes pour faire face à cette situation. Pourtant, l'administrateur de cette commune estime que la situation a changé.

[isanganiro] - Après que le ministre de la Sécurité publique ait annoncé la suppression des barrières nocturnes que les habitants de certains quartiers de la ville de Bujumbura avaient installées pour veiller à leur sécurité, les habitants des quartiers de Ngagara, Mutakura et Jabe s'insurgent contre cette mesure. Ainsi, ils trouvent que depuis l'instauration de ces barrières, les cas de vols dans les ménages avaient sensiblement diminué, voire disparu. Ils trouvent par ailleurs que depuis que ces barrières étaient fonctionnelles, personne n'est venue leur demander le motif de cette situation et estiment que les autorités, à commencer par le ministre de la Sécurité publique, devraient plutôt en savoir le motif avant de décider la suppression pure et simple. Ils trouvent que la situation va encore une fois être hors contrôle et demandent que cette mesure soit révisée dans les meilleurs délais.

[bonesha/rtr/rpa/isanganiro/rtnb] - Un fusil de type Kalachnikov et un kit militaire complet ont été découverts dans le quartier Birimba de la ville de Rumonge dans la province Bururi le matin de ce mercredi. En effet, trois coups de feu ont été entendus dans ce quartier et les forces de l'ordre ont été alertées. Suite à cela, elles ont encerclé le lieu de retentissement de ces coups de feu mais, la personne qui possédait ces effets militaires n'a pas été arrêtée et a réussi à prendre le large.

[isanganiro/rpa/rtr] - Politique - Après la publication des listes des membres des Commissions Electorales Communales Indépendantes (CECI) ce mardi, des critiques continuent de pleuvoir. En effet, le parti SONOVI Ruremesha estime que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) n'est pas la mesure de conduire un processus électoral équitable aux yeux de tous les concernés. Le président de ce parti constate que depuis la reconduction contestée de Pierre Claver Ndayicariye et de son porte-parole Prosper Ntahorwamiye, les choses n'ont jamais bien marché. D'ailleurs Ndayishimiye estime que le processus électoral devrait voir la participation de tous les concernés d'une manière libre et équitable. Mais, il trouve que les listes mises en place des CEPI et CECI ont été un fiasco puis que les membres de ces commissions ont été choisis d'une manière qui ne satisfait pas au parti CNDD-FDD ainsi que les partis politiques et organisations de la société civile qui lui sont dévoués. Ainsi, il conclut que le processus électoral est mal engagé et que par conséquent on ne peut pas attendre de miracles.

[bonesha/rpa/rtr] - Les partis politiques de l'opposition et certaines organisations de la société civile de la province de Bubanza dénoncent la mise en place des CEPI. Ils estiment que cette opération des CEPI n'a pas respecté la condition et la situation de chaque parti politique ou organisation sur terrain. Ils relèvent par ailleurs la présence des éléments qui ne résident pas dans les communes où ils sont nommés comme membres des CEPI. Pire encore, le cas d'une personne qui est en même temps membre de la CECI Gihanga et la CECI Cibitoke dans la mairie de Bujumbura alors qu'elle ne réside que dans la commune urbaine de Gihosha. De son côté, le président de la CENI trouve qu'il ne s'agit pas de contestation de la CENI en soi mais d'une insatisfaction de la part de certains partis politiques ou organisations. Selon Pierre Claver Ndayicariye, il n'est pas facile de choisir les membres des CEPI et CEPI alors que les places sont limitées avec un effectif élevé de dossiers.

[isanganiro] - Le parti MSD dans la commune de Bugendana dénonce ce qu'il appelle l'intimidation à l'encontre de ses membres dans cette commune. En effet, une personne en provenance d'une des tombes des personnes tuées à Bugendana en 1996 en pleine crise a été retrouvée plantée devant la permanence de ce parti dans cette commune. Le représentant de ce parti dans cette commune trouve qu'il s'agit d'une provocation et d'une intimidation et accuse les membres du parti au pouvoir dans cette commune qui sont eux qui ont fait cela avec leur tête de conseiller de l'administrateur chargé du développement, mais ce dernier nie toutes ces accusations. L'administrateur communal de Bugendana de sa part fait savoir qu'il va tenir très prochainement une réunion de sécurité pour calmer la situation.

[bonesha] - Justice - Le Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) déplore le manque de clarté dans les arrestations des pasteurs rwandais au Burundi ces derniers jours. Lors d'une conférence de presse animée par le président de cette association de la société civile

burundaise, Pacifique Nininahazwe estime qu'«il est difficile de déterminer le degré d'atteinte à la sécurité de l'État reprochée à ces pasteurs qui, pour la plupart, affirment avoir un message pour le chef de l'État burundais et certaines autres hautes autorités. Il trouve par ailleurs que cette animosité qui caractérise ces arrestations peut avoir une incidence sur la tranquillité des burundais qui résident au Rwanda si l'on y prend pas garde. Il demande tout au moins qu'une explication ostensible soit donnée quant au vrai motif de ces arrestations. [isanganiro/rpa/bonesha/rtnb/rtr] - L'Association pour la Protection des droits des Détenus et de la Personne Humaine (APRODH) dénonce le manque de clarté dans le traitement des dossiers des personnes qui devraient bénéficier de la grâce présidentielle d'août à juillet dernier. Selon Richard Nimubona, chargé de coordination au sein de cette organisation de la société civile burundaise, il y a pas mal de personnes ayant bénéficié de cette faveur alors qu'elles ne remplissaient pas les conditions exigées. De même, il trouve que d'autres n'en ont pas bénéficié alors qu'elles remplissaient bien les conditions. Il demande que ce dossier soit étudié afin que les personnes réellement visées en soient les premières bénéficiaires. [isanganiro]